



Juillet 2021

SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LES ZONES HUMANITAIRES AU BURKINA FASO

Note de plaidoyer conjoint des clusters Sécurité Alimentaire et Nutrition
pour le renforcement de la réponse intégrée



2,9 millions personnes au Burkina Faso sont menacées par l'insécurité alimentaire aiguë durant la saison de soudure

13% de la population en situation d'insécurité alimentaire sévère fera de plus en plus recours aux stratégies d'adaptation néfastes si le gouvernement, la société civile, les organisations humanitaires n'apportent l'assistance alimentaire adéquate durant la période de la soudure 2021.



760 459 personnes dont 130 000 femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) souffrent de malnutrition aiguë

Cette situation pourrait aggraver la malnutrition aiguë qui touche 9,1% des enfants, affectant gravement leur santé, leur développement et demeure parmi les premières causes de mortalité infantile. Ces enfants auront besoin d'une réhabilitation nutritionnelle d'urgence.



La réponse durable aux crises alimentaires et nutritionnelles passe par une approche intégrée multisectorielle pour limiter leur aggravation et réduire les risques et vulnérabilités

Aperçu de la situation



2,9 millions

de personnes
menacées par
l'insécurité
alimentaire sévère

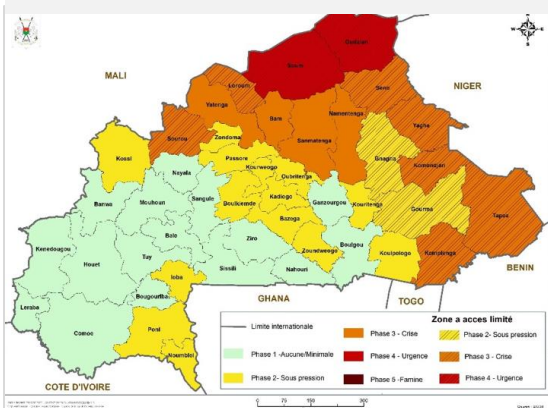
760 459

de personnes
souffrent de
malnutrition aiguë

Des résultats d'analyse du Cadre Harmonisé de Mars 2021 (carte 1), il ressort qu'en période projetée (juin-juillet-août) 2, 5 millions des personnes seraient en phase crise et 344 370 personnes en urgence, soit un total de 2, 9 millions de personnes menacées par l'insécurité alimentaire sévère qui sont concentrées dans les régions du Centre-Nord (23%), du Sahel (17%), du Nord (16%) et de l'Est (13%) du Burkina Faso. Cette situation en hausse de 28% par rapport à la période de mars-mai 2021 où près de 2 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire pourrait se dégrader davantage.

Aussi 4,7 millions de personnes sont en phase sous pression, en hausse de 22% comparativement à la période de mars-mai 2021. Ces personnes courent le risque majeur de basculer en insécurité alimentaire sévère si aucune action n'est entreprise en vue d'anticiper sur les potentiels effets néfastes de la soudure.

Carte 1: Cadre Harmonisé - situation projetée juin-août 2021



Les facteurs déterminants de cette situation alimentaire et nutritionnelle sont multiples et complexes.

La campagne agricole 2020-2021 a été perturbée par les chocs sécuritaires qui ont induit la réduction des

superficies emblavées, par les attaques de chenilles légionnaires d'automne et d'oiseaux granivores, par les inondations et les poches de sécheresse de plus de 14 jours au mois d'août dans plusieurs localités du pays.

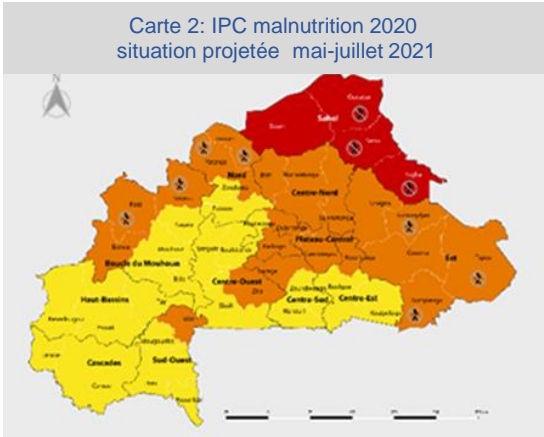
La situation sécuritaire demeure préoccupante et affecte négativement les activités agropastorales, le fonctionnement des marchés et la mise en œuvre adéquate de l'assistance humanitaire.

Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est de 1 218 754 en date du 30 avril 2021 dont 16% d'hommes, 23% de femmes et 61% d'enfants. Cette présence de personnes déplacées grandissante engendre une pression supplémentaire sur les services socio-économiques de base, les moyens d'existence et par ricochet sur la vulnérabilité de la communauté hôte, en particulier dans les six régions de la réponse humanitaire à savoir le Sahel, l'Est, le Centre-Est, le Centre-Nord, la Boucle du Mouhoun et le Nord. Aussi le secteur de l'élevage est impacté par la situation sécuritaire, il ressort un accès limité aux points d'eau d'abreuvement des animaux et aux zones de pâturage dans certaines communes et la fermeture des frontières terrestres liée au COVID-19 qui affecte la transhumance.

En plus les mesures de restriction prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 ont engendré un ralentissement global des activités économiques dans les centres urbains en raison de la persistance de la maladie. Cette situation continue d'affecter négativement les opportunités d'emplois et les revenus des ménages vulnérables, impactés déjà par la tendance à la hausse des prix des denrées alimentaires dans les marchés.

La persistance de ces facteurs dans le temps et dans l'espace conduira les ménages vulnérables à adopter de plus en plus des stratégies néfastes telles que la consommation des aliments moins appréciés, la réduction du nombre de repas par jour particulièrement chez les adultes au profit des enfants et la vente de leurs moyens de subsistance pour accéder à la nourriture. Ainsi une augmentation de la vulnérabilité des ménages dans les localités touchées avec des répercussions négatives sur la consommation alimentaire, les moyens d'existence et l'état nutritionnel des ménages.

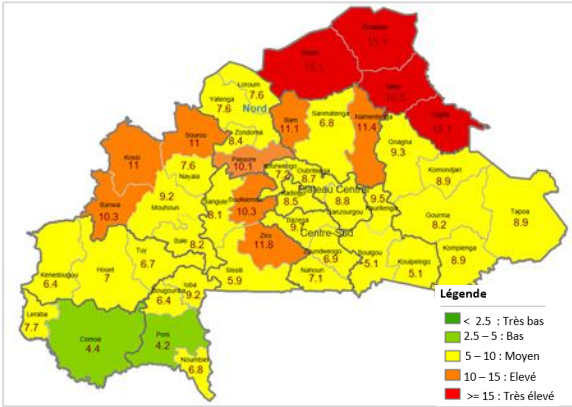
760 459 de personnes souffrent de la malnutrition aiguë, parmi lesquelles plus de 151 214 enfants de 6 à 59 mois malnutris sévères et 480 573 malnutris aiguë modéré et près de 130 000 femmes enceintes et allaitantes (FEFA) souffrant de la malnutrition aiguë selon l'analyse IPC Malnutrition Aigüe de décembre 2020.



L'enquête nutritionnelle nationale réalisée avec la méthodologie SMART en septembre 2020 montre une prévalence de malnutrition aiguë globale de 9,1% dont 1% sous forme sévère. Cette prévalence varie de 5,5% dans la région des Cascades à 15,1% dans la région du Sahel. Contrairement à l'année 2019 où les résultats avaient montré une variation de 5,5% au centre-Sud à 9, 7 % dans le Sahel, soit une augmentation de 5% dans cette dernière région plaçant le Sahel au-dessus du seuil critique.

Aussi une enquête nutritionnelle rapide réalisée en juillet-août 2020 ciblant 11 communes habitant 57% des personnes déplacés internes (PDI), révèle un taux de malnutrition aiguë globale au-delà de 15% dans la commune de Gorom-Gorom (Sahel) et le site de PDI de Barsalogho avec respectivement 18,4% et 16,1. Pour les communes de Dori, Gorgadji, Bourzanga et Fada N'gourma, la prévalence de la MAG varie de 12,5% à 13, 6%.

Carte 3: Prévalence de la malnutrition aiguë globale par province. Enquête nationale SMART 2020



Les personnes en insécurité alimentaire sévère dont la situation pourrait se dégrader durant cette période de soudure nécessitent une assistance alimentaire d'urgence et la protection de leurs moyens d'existence.

Réponse Humanitaire

Comme stipule le plan de réponse humanitaire (HRP) 2021, 3,5 millions de personnes sont dans le besoin d'une assistance humanitaire et 2,9 millions dans le secteur de la sécurité alimentaire, 2,5 millions des personnes sont ciblées pour bénéficier des assistances alimentaires d'urgence et d'appui à la protection des moyens d'existence.



Pour apporter la réponse durant la période de soudure qui coïncide avec la période d'intense travaux agricoles où la vulnérabilité est plus accentuée, le cluster Sécurité Alimentaire, à l'issu d'un atelier réunissant les acteurs de la réponse en sécurité alimentaire y compris le gouvernement, a planifié toucher 2,5 millions de personnes, soit une hausse de 34% comparé à la situation de juin 2020 où le cluster avait planifié assister 1,65 millions de personnes sur 2,2 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère.

Pour l'assistance alimentaire, le gouvernement et les acteurs humanitaires envisagent distribuer un panier alimentaire composé de céréales, légumineuses, huile, sel et parfois du sucre correspondant à 2 100 Kcal par jour/personne ou soit par un transfert monétaire suffisant qui permettrait aux ménages de se procurer des aliments sur les marchés locaux. Cependant l'insuffisance de financement a amené certains membres du cluster à réduire les rations de 25% à 50%, en exposant les ménages vulnérables aux risques d'une consommation alimentaire pauvre et la malnutrition aigüe à court terme.

Concernant la protection des moyens d'existence les membres ont planifié d'appuyer en nature et/ou en CASH les activités agricoles (cultures vivrières, céréales et légumineuses, ...), les activités d'élevage, les activités génératrices de revenus (AGR) et les actions communautaires. Cependant, l'insuffisance de financement impacte la planification qui n'atteint pas les 2% de taux de couverture des personnes ciblées durant la période de soudure. Cette situation est alarmante parce qu'elle pourrait conduire à une réduction des activités agricoles, des actifs des ménages les plus exposés aux chocs saisonniers et ainsi impacter l'état nutritionnel des ménages.

Le Cluster Nutrition a ciblé 797 072 personnes dans les six régions humanitaires. Parmi elles, 308 074 personnes ont besoin d'une prise en charge nutritionnelle (93 710 enfants avec malnutrition aigüe sévère 214 364 enfants avec malnutrition aigüe modérée) et 57 333 femmes enceintes et allaitantes avec malnutrition aigüe).

De plus, 431 658 personnes dont 125 952 enfants de 6 à 23 mois auront besoin d'une prise en charge préventive sous forme de distributions alimentaires de couverture (farines enrichies) et 305 706 femmes enceintes et allaitantes bénéficieront d'activités de protection et de promotion des bonnes pratiques en Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) en situation d'urgence.

L'accès humanitaire reste un défi dans certaines communes et provinces au Sahel, Est, Centre-Nord, ce qui rend difficile la réponse planifiée.

Ainsi pour solutionner, l'ensemble des acteurs en sécurité alimentaire et nutrition travaillent sur des stratégies d'accès alternatifs en collaboration avec des groupes de travail accès et UNHAS.

En vu d'assurer une réponse efficace, les Clusters Nutrition et Sécurité Alimentaire vont renforcer la coordination tant au niveau national que local. La mise en œuvre de paquets d'activités intégrées avec les clusters Santé et WASH, vise à accompagner progressivement les ménages les plus vulnérables vers une situation durable de sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Sous-Financement de la Réponse

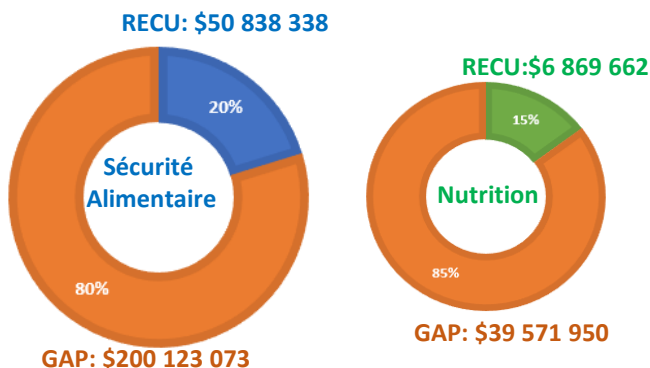
Le financement actuel des clusters sécurité alimentaire et nutrition reste très faibles.

En effet la sécurité alimentaire est à 20% de financement, ceci a amené les grands acteurs de la réponse du secteur à réduire le panier alimentaire de 25% et 50% selon la vulnérabilité de la zone d'intervention pour continuer à soutenir les ménages plus vulnérables durant la période de soudure. Cette réduction de l'apport énergétique risque d'impacter négativement la consommation alimentaire, l'état nutritionnel et les moyens d'existence des ménages. Pire encore, plus de 700 000 pasteurs et agropasteurs qui ont besoin d'assistance urgente en moyens d'existence ne pourront pas être assistés, ce qui impacterait la campagne agropastorale 2021/2022.

La nutrition quant à elle est à 15% de financement, conduisant ainsi les partenaires à focaliser la réponse sur les personnes souffrant de la malnutrition aiguë sévère.

Au regard de l'évolution lente des financements actuels, les acteurs de réponse en sécurité alimentaire et nutrition craignent de se retrouver en fin d'année avec une situation plus alarmante que celle de l'année précédente où la sécurité alimentaire et la nutrition ont reçu respectivement 62% et 40% de financement et par conséquent n'atteindront pas les cibles sectorielles.

Niveau de financement au 30 Juin 2021



Source: <https://projects.hpc.tools/map>

Les membres des clusters, qui ont élaboré des projets de réponse pour 2021 ont besoin de plus de financement et d'appui afin de répondre aux conséquences humanitaires de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi réduire les risques et vulnérabilités des populations dans les régions du Sahel, Centre-Nord, Nord, Boucle du Mouhoun, Est et Centre-Est au Burkina Faso.

Plus d'un million de personnes risquent de rester sans une assistance alimentaire d'urgence ou appui des moyens d'existence

et presque 500K enfants et femmes enceintes sans une prise en charge nutritionnelle, si rien n'est fait d'ici à la fin de l'année.



Contacts

- Flavio SIGNORE, Coordonateur du cluster sécurité alimentaire
Tel : +226 07 30 16 32 | Email: flavio.signore@wfp.org
- Ange Boris BATIONO, Co-facilitateur du cluster sécurité alimentaire
Tel : +226 70 29 10 66 | Email: angeboris.bationo@oxfam.org
- TCHANG JIMMY, Information Management Expert
Tel : +226 66 85 33 17 | Email: Jimmy.Tchang@fao.org
- Banywesize Claude CHIGANGU, Coordonateur du cluster nutrition,
Tel : +226 65 26 90 28 | Email: bchigangu@unicef.org
- Paul KAGAYO, Coordinateur Adjoint cluster nutrition
Tel : +226 65651142 | coordadj-clustnut@bf-actioncontrelafaim.org
- François KOMBASSERE, Information Management Specialist
Tel : + 226 76 62 21 21 | Email: fkombassere@unicef.org